



FONDS COMMUN - PSFE

—AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°0 0 8 /AONR/MINEPAT/UGFC/CSPM/FC-PSFE/2025 DU 29 AVR 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT, EN PROCEDURE D'URGENCE, D'UN CONSULTANT
POUR L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (PLADDT) DE LA COMMUNE DE
BIBEMI

1. Contexte et Objet de l'avis d'appel d'offres

Depuis son indépendance, le Cameroun a initié un processus d'aménagement du territoire pour réduire les inégalités et optimiser la répartition des populations et des activités économiques, intégré dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. Ce cadre a été renforcé par des lois comme la Loi n°2011/008 et la Loi n°2019/024, permettant l'élaboration d'outils stratégiques tels que le SNADDT et le PRD. Le PLADDT, conçu pour répondre aux enjeux locaux, est élaboré uniquement si nécessaire. Le pays fait face à des défis, notamment des conflits fonciers et la dégradation des ressources naturelles, ce qui a conduit le MINEPAT à créer un guide pour aider les communes, y compris la commune de Bibémi, dans l'élaboration de leurs PLADDT.

2. Consistance des prestations

L'objectif général de cette étude étant l'élaboration du Plan Local d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (PLADDT) pour la Commune de Bibémi, il sera question pour le consultant recruté, de réaliser les prestations suivantes :

- Faire une revue de la documentation mise à sa disposition ;
- Élaborer une note de démarrage précisant la compréhension de la mission, la méthodologie de travail, les différentes étapes de l'étude, les personnes à rencontrer et le calendrier de travail ;
- Centraliser, traiter et analyser les informations recueillies en lien avec les objectifs ;
- Établir le diagnostic et la planification au niveau communal ;
- Réaliser le diagnostic et la planification au niveau des bassins versants ;
- Restituer le diagnostic communal et les résultats au niveau de la commune, et élaborer le PLADDT provisoire ;
- Restituer le PLADDT provisoire aux communautés locales et prendre en compte les observations au niveau des bassins versants ;
- Organiser les ateliers de validation des rapports ;
- Présenter les rapports de l'étude.

3. Délai d'exécution

L'exécution des prestations s'étalera sur une durée de sept (07) mois, y compris la fourniture des rapports. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux Entreprises et Organisations Non Gouvernementales (ONG) préqualifiées dont les noms suivent :

N°	BUREAUX D'ETUDES	CONTACTS
1	CARFAD Sarl	Tel : 699950105 ; BP : 30588 YAOUNDE
2	Human Technology Ressources (HTR)	Tel : 677587703 ; BP : 4013 YAOUNDE
3	LE COMPETING BET	Tel : 699501177 ; BP : 7214 YAOUNDE
4	ONG JAPSSO	Tel : 690655297 ; BP : 25048 YAOUNDE
5	BET GEOCOMPETENCE	Tel : 699006918 ; BP : 1523 GAROUA
6	DITA CONSEIL	Tel : 697611784 ; BP : 3129 YAOUNDE
7	POLYGONE Sarl	Tel : 675096028 ; BP : 33872 YAOUNDE
8	Groupement ENSERBAT/CIBAT/GC ELITE	Tel : 678947169 ; BP : 11366 YAOUNDE
9	Groupement CINTech/PERSPECTIVE/INNOV	Tel : 675400684 ; BP : 13069 YAOUNDE

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Commun (PSFE), exercice 2025. Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de soixante-trois millions trois cent trente-trois mille six cent soixante-quinze mille (63 333 675) FCFA toutes taxes comprises.

6. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

7. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit inclure un cautionnement de soumission, d'un montant d'un million deux cent cinquante mille (1 250 000) francs CFA, délivré par un organisme financier agréé par le Ministre des Finances. Ce cautionnement doit être valable pendant trente (30) jours après la date de validité des offres. L'absence ou la non-conformité de ce cautionnement entraînera le rejet de l'offre. Une caution sans rapport avec la consultation est considérée comme absente, et celle présentée lors de l'ouverture des plis est irrecevable.

Le cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation de la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC). Si un chèque bancaire ou certifié est utilisé à la place du cautionnement, il doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Maître d'Ouvrage et transmis à la CDEC au moins 7 jours ouvrables avant l'ouverture des plis.

8. Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) National Restreint est disponible pour consultation et retrait par les soumissionnaires aux heures et jours ouvrables, dès la publication de cet avis, à l'Unité de Gestion du Fonds Commun PSFE, au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé. Pour cela, il faut présenter l'original de la quittance de versement de soixante-quinze (75 000) FCFA au Trésor Public, non remboursable, pour les frais d'achat du DAO.

Il est également consultable sur le site de l'ARMP (www.armp.cm) ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, sera déposée à l'Unité de Gestion du Fonds Commun sis au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé, au plus tard le 26/05/2025 à 13 heures et devra porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 008/AONR/MINEPAT/UGFC/CSPM/FC-PSFE/2025 DU 29 AVR 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT, EN PROCEDURE D'URGENCE, D'UN CONSULTANT
POUR L'ÉLABORATION DU PLAN LOCAL D'AMENAGEMENT ET DE
DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BIBEMI
(A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOULLEMENT)

10. Recevabilité des offres

Afin d'éviter le rejet, les pièces administratives doivent être fournies en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois avant la date de dépôt des offres et être établies après la signature de l'avis d'appel d'offres.

Une offre non conforme aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres sera rejetée. Cela inclut le non-respect des modèles de pièces exigés.

11. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise de 80/100.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu le 26/05/2025 à 14 heures par la Commission Spéciale de Passation des Marchés du Fonds Commun PSFE qui siège dans la salle de réunion au Rez de Chaussée de Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, sise à Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

12. Critères d'évaluation

La Commission examinera la conformité des enveloppes et des pièces administratives. Seules les offres avec un dossier administratif conforme seront retenues pour évaluation.

a. Critères éliminatoires

Les critères ci-dessous sont considérés comme critères éliminatoires :

- L'absence ou la non-conformité d'une des pièces du dossier administratif après quarante-huit (48) heures accordées aux soumissionnaires ayant présenté un dossier administratif non conforme ;
- les Fausses déclarations ;
- la présence des Pièces falsifiées les dossiers du soumissionnaire;
- La présence d'une information de l'offre financière dans la proposition technique ;
- L'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- la note technique strictement inférieure à 80 points sur 100 ;
- La présentation d'une offre financière incomplète ;
- L'absence de la déclaration de non abandon de marché signé sur l'honneur dans l'offre administrative ;
- L'absence de l'offre financière témoins ;
- Absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation de la caution de soumission délivrée par la CDEC dument timbrée
- Absence de la capacité financière d'un montant de vingt millions ;
- L'absence de la déclaration d'engagement de la KFW, remplie (nom et coordonnées de la structure), datée et signée.
- Expérience générale du chef de mission inférieur à dix ans.

b. Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée selon les critères essentiels ci-dessous définis :

N°	CRITERES	NOTES
1	Présentation générale des offres	5
2	Références pertinentes du cabinet de consultants se rapportant à la mission	20
3	Observations et suggestions pertinentes sur les TDR	3
4	Organisation et méthodologie d'exécution de la mission	12
5	Qualifications et expériences des experts mobilisés dans le cadre de la mission	60
TOTAL		100

Les critères détaillés en sous critères sont spécifiés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

N.B : Toute offre technique dont la note est inférieure à quatre-vingt (80) points sur cent (100) sera éliminée.

L'ouverture des offres financières se fera sur invitation du Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Fonds Commun-PSFE après présentation et adoption du rapport de la sous-commission sur les évaluations des offres administratives et techniques.

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration durant la période de sa prestation, sera considéré comme non valable.

13. Méthode de sélection du consultant

La méthode de sélection est celle fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC). Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la mieux-disante.

14. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

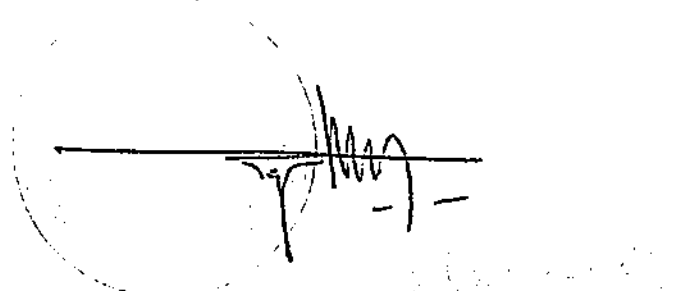
15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures et jours ouvrables à l'Unité de Gestion du Fonds Commun PSFE sis au 2^{ème} étage de la Délégation Régionale des Forêts et de la Faune du Centre, Rue de l'Imprimerie Nationale, Yaoundé.

16. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 2 22 20 18 03.

LE COORDONNATEUR DU FONDS COMMUN-PSFE

A handwritten signature in black ink is written over a circular stamp. The signature appears to be 'R. N. N.' followed by a flourish. The circular stamp is faint and contains some illegible text.

COPIE :

- ARMP (pour publication au JDM et archivage),
- CSPM/FC-PSFE,
- Affichage (pour information),
- RPM-UGFC (pour archivage),
- Unité de Gestion du Fonds Commun (pour archivage).



FONDS COMMUN - PSFE

NOTICE OF RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS No. 008 / AONR/MINEPAT/UGFC/CSPM/FC-PSFE/2025 OF 29 AVR 2025 IN EMERGENCY PROCEDURE TO RECRUIT A CONSULTANT TO DRAFT THE LOCAL LAND USE MANAGEMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT PLAN (PLADDT) FOR THE BIBEMI COUNCIL

1. Purpose of the Call for Tenders.

Since independence, Cameroon has launched a land use planning process to reduce inequalities and optimize population distribution and economic activities, incorporated in the National Development Strategy 2020-2030. This framework has been reinforced by laws such as Law No.2011/008 and Law No.2019/024, enabling the development of strategic tools such as the SNADDT and the PRD. The PLADDT, designed to respond to local issues, is drawn up only when necessary. The country is facing many challenges, including land conflicts and the degradation of natural resources, which has led MINEPAT to create a guide to help councils, including the Bibemi council, develop their PLADDT.

2. Scope of Services

Given that the general objective of this study is to develop the Local Land Use and Sustainable Development Plan (PLADDT) for the Guider council, the consultant recruited will therefore be required to provide the following services:

- Review the documents put at his/her disposal;
- Prepare an inception memorandum clearly stating out the mission, the work methodology, the various stages of the study, the people to be met and the work schedule;
- Centralise, process and analyse the information gathered to meet the objectives;
- Carry out a study and plan at council level;
- Carry out a study and plan at catchment level;
- Submit the assessment study and the results at council level, and develop the provisional PLADDT;
- Submit the provisional PLADDT to the local communities and take account of the comments made at catchment level;
- Organise report validation workshops;
- Present the study reports.

3. Delivery Deadline

The services shall be carried out over a period of 7 (seven) months, including the submission of reports, as from the date of notification of the commencement Service Order.

4. Participation and origin

Participation to this Call for Tenders shall be open to the following short-listed Companies and Non-Governmental Organisations:

N°	BUREAUX D'ETUDES	CONTACTS
1	CARFAD Sarl	Tel : 699950105 ; BP : 30588 YAOUNDE
2	Human Technology Ressources (HTR)	Tel : 677587703 ; BP : 4013 YAOUNDE
3	LE COMPETING BET	Tel : 699501177 ; BP : 7214 YAOUNDE
4	ONG JAPSSO	Tel : 690655297 ; BP : 25048 YAOUNDE
5	BET GEOCOMPETENCE	Tel : 699006918 ; BP : 1523 GAROUA
6	DITA CONSEIL	Tel : 697611784 ; BP : 3129 YAOUNDE
7	POLYGONE Sarl	Tel : 675096028 ; BP : 33872 YAOUNDE
8	Groupement ENSERBAT/CIBAT/GC ELITE	Tel : 678947169 ; BP : 11366 YAOUNDE
9	Groupement CINTech/PERSPECTIVE/INNOV	Tel : 675400684 ; BP : 13069 YAOUNDE

5. Funding

The services, subject of this Call for Tenders, shall be funded by the FESP-Basket Fund for the 2025 financial year. According to preliminary studies, the estimated cost of the project, all taxes included,

stands at CFA F 63,333,675 (sixty-three million three hundred and thirty-three thousand six hundred and seventy-five).

6. Bidding Method

Bidding shall be done offline.

7. Bid Bond

Each bidder must include in their administrative documents a stamped bid bond, paid in cash, of CFA F 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand), issued by a financial institution approved by the Minister of Finance and valid for thirty (30) days after the initial period of validity of the bids. The absence of or non-compliance of a bid bond with the requirements of this tender shall be null and void. Any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

To each bid bond must be attached a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Fund (CDEC). If a bank cheque or certified cheque is used instead of a bid bond, the latter must be made payable to CDEC on behalf of the Contracting Authority and forwarded by the financial institution to CDEC at least seven (7) working days before the bid opening day.

8. Consultation and withdrawal of Tender Files

The Restricted Tender File shall be consulted and withdrawn at the FESP-Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde, during working hours and days, upon publication of this tender by presenting the original payment receipt of a non-refundable sum of CFA F 75,000 (seventy-five hundred thousand), representing charges of the tender file paid into the Public Treasury.

It may also be consulted on the ARMP website (www.arpmp.cm) or through any electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

9. Submission of Bids

Each bid shall be drafted in English or French and submitted in 7 (seven) copies, including 1 (one) original and 6 (six) copies, labelled as such, at the FESP-Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Centre Regional Delegation of Forestry and Wildlife, National Printing Press Street, Yaounde, latest on 26/05/2025 at 13 o'clock. It shall be labelled as follows:

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 008/AONR/MINEPAT/UGFC/CSPM/FC-PSFE/2025 OF 29 APR 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE TO RECRUIT A CONSULTANT TO DRAFT THE
LOCAL LAND USE MANAGEMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT
PLAN (PLADDT) FOR THE BIBEMI COUNCIL
(TO BE OPENED DURING BID OPENING SESSION ONLY)

10. Admissibility of Bids

Under penalty of rejection, documents required in the administrative file must both be original and certified true copies by the issuing service or a relevant administrative authority. They must be dated less than three (3) months prior to the date for submission of bids or the date of signature of the Call for Tenders.

Any bid that does not comply with the requirements of the Tender File nor follow the required document formats shall be rejected.

11. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases: the administrative and technical phase, followed by financial offers with the minimum technical score of 80/100.

The opening of administrative and technical bids shall take place on 26/05/2025 at 14 o'clock by the Special Tenders Board of the Basket Fund - FESP, in the Conference Room on the ground floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Press Street, Yaounde. Only bidders or their duly authorised representatives may be allowed at the opening session.

12. Evaluation criteria

The Commission shall examine the compliance with administrative documents.

Only bids whose administrative files are congruent shall be selected and evaluated.

a. Eliminary Criteria

The following are considered as eliminary criteria:

- Absence or non-compliance of one of the documents in the administrative file after the 48 hours granted to bidders having presented a non-compliant administrative file;
- False declaration;
- Forged documents in the tender;
- Inclusion of information pertaining to the financial proposal in the technical proposal;
- Absence of the bid bond at the opening of bids;
- Technical score below 80/100;
- Submission of an incomplete financial proposal;
- Absence of the undertaking signed under oath not to abandon the contract in the administrative tender;
- Absence of a similar financial proposal;
- Absence or non-compliance of a duly stamped copy of the bid bond receipt issued by CDEC;
- Absence of financial capacity of twenty million;
- Absence of the KFW undertaking, filled (name and contacts of the company), with a date and signed.
- General experience of the head of mission less than ten years

b. Essential criteria

The technical proposal shall be evaluated based on the essential criteria below:

No.	CRITERIA	SCORE
1. 1	Overall presentation of bids	5
2	Relevant references of the consultant in connection with the mission	20
3	Relevant remarks and suggestions on ToR	3
4	Organisation and method of execution of the mission	12
3. 5	Qualifications and experiences of selected experts in connection with the mission	60
TOTAL		100

The criteria detailed in sub-criteria are specified in the Special Rules for Call for Tenders

N.B: Any technical file with a score below 80/100 shall be disqualified.

The financial proposals shall be opened at the behest of the Chair of the Special Commission for the Award of Contracts with the Basket Fund-PSFE after the presentation and adoption of the sub-committee report on the evaluation of administrative and technical proposals.

Any State employee listed among the staff of a tenderer who has not presented all the documents likely to justify his release from Public Administration during the period of his service shall be considered invalid.

13. Method for selecting a consultant

The selection method is based on Quality and Cost (SFQC). The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid shall be evaluated as the best bid.

14. Validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for 90 (ninety) days as from the date of submission of bids.

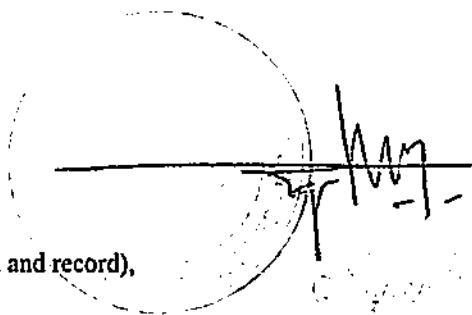
15. Further information

Further information may be obtained during working hours and days at the Basket Fund Management Unit located on the 2nd floor of the Regional Delegation of Forestry and Wildlife for the Centre, National Printing Press Street, Yaounde.

16. Fight against Corruption and Malpractices

To report any act of corruption or malpractice, please contact CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP on 2 22 20 18 03.

THE COORDINATOR OF THE BASKET FUND-FESP

A handwritten signature in black ink is written over a circular stamp. The signature appears to be 'J. M. N. N.' followed by a horizontal line. The circular stamp is faint and partially obscured by the signature.

COPIES:

- ARMP (for publication at the Public Contract Log Book and record),
- CSPM/FC-PSFE,
- Notice Board (for information),
- RPM-UGFC (for record),
- Basket Fund Management Unit (for record).